

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs.**

**Contribution de Solvay Energy Services**

Question 1 : Etes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Solvay Energy Services est favorable au rattachement contractuel au PEG Nord des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France sous réserve que l'intégralité des sites industriels concernés puisse être raccordée au PEG Nord et qu'il n'y ait par conséquent pas de limitation a priori de l'enveloppe de capacités dédiées à ce rattachement.

Ce rattachement direct au PEG Nord des sites gazo-intensifs permettrait de satisfaire clairement à la volonté récente du Législateur de protéger l'industrie française des conditions économiques actuelles d'approvisionnement de gaz très pénalisantes en zones Sud et TIGF. De surcroît, elle serait simple à mettre en œuvre pour les consommateurs concernés.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre envisagées pour cette première option ?

Pour ce qui relève de la commercialisation des autres capacités disponibles à partir du 1er Octobre 2014, Solvay Energy Services réaffirme sa forte opposition au recours aux enchères tant que le marché en zone sud révélera des dysfonctionnements profonds. Selon le calendrier européen, le code CAM actuellement en processus de comitologie devra être implémenté par les GRTs en novembre 2015. La mise en œuvre d'enchères pour les allocations de capacités n'est donc pas obligatoire avant cette échéance.

Solvay Energy Service est favorable à l'allocation de capacité Nord/Sud sur un horizon de quatre ans si et seulement si le processus retenu est un mécanisme au prorata des engagements de livraison. En effet, ce processus permettrait de donner de la visibilité aux acteurs en allouant des capacités au tarif et sans opposition aux règles CAM.

Compte tenu des dysfonctionnement actuels en zone Sud, une allocation aux enchères sur un horizon de quatre ans risque d'avoir des conséquences désastreuses pour les consommateurs ne pouvant bénéficier du rattachement au PEG Nord, d'autant plus que ces enchères figeraient les choses pour de longues durées.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?

Dans le cas où l'intégralité des sites gazo-intensifs ne pourrait être rattachée au PEG Nord, Solvay Energy Services est favorable à l'option d'allocation prioritaire qui permet également de répondre à la volonté du Législateur, présente l'avantage d'être applicable à très court terme, et permet de satisfaire partiellement l'ensemble des sites concernés.

Question 4 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre envisagées pour cette seconde option ?

L'affectation de 40 GWh/J de capacités « affermies » à la phase 1 en substitution des 23GWh/J prévus jusqu'à présent, constitue une amélioration significative. Cependant Solvay Energy Services pense que le schéma global peut être encore amélioré. En effet, étant entendu que le taux moyen de disponibilité des capacités interruptibles va être impacté par l'affermissement des 40 GWh/j, Solvay Energy Services propose de porter à 36 GWh/J le volume de capacités interruptibles dédié à la phase 1 afin de compenser la réduction de disponibilité.

Pour ce qui relève de la méthode proposée pour la phase 1, Solvay Energy Services propose de baser la répartition des capacités Nord/Sud sur la consommation journalière moyenne mesurée annuellement. Une telle règle permet en effet répartir équitablement la pénurie et de minimiser les effets d'aubaine.

Pour ce qui relève de la commercialisation des autres capacités (phase 2), disponibles à partir du 1<sup>er</sup> Avril ou 1er Octobre 2014, Solvay Energy Services réaffirme une nouvelle fois son opposition à un mécanisme d'enchères tel qu'explicité précédemment. Solvay Energy Services privilégie largement un mécanisme d'allocation au prorata des engagements de livraison physiques auquel pourraient participer les sites gazo-intensifs à hauteur de leur capacité non satisfaite au cours de la phase 1.

Solvay Energy Services propose par ailleurs de modifier la méthode de calculs desdits engagements de livraison physiques afin de rendre les allocations plus justes, et propose notamment de déduire du calcul les capacités journalières sur la liaison entre les zones d'équilibrage Nord et Sud déjà détenues par l'expéditeur ainsi que les capacités journalières d'entrée détenues au Point d'Interface Transport Terminal Méthanier de Fos.

Question 5 : Avez-vous d'autres suggestions ou remarques ?

Solvay Energy Services signale la difficulté certaine pour les « petits » acteurs d'accéder à la plateforme PRISMA pour souscrire à des capacités Nord-Sud jusqu'à 2018. Le code de réseau CAM publié par l'Enstog le 12 septembre 2012 fait effectivement référence à l'implémentation d'une plateforme européenne unique de commercialisation des capacités mais précise également à l'article 8.5 les délais qui semblent largement compatibles avec un autre mode de commercialisation en 2014. Il apparaît donc souhaitable qu'une solution provisoire simplifiée puisse être mise en place pour répondre aux problématiques des « petits » acteurs.